



# Les Jeudis du GOREE INSTITUTE

## WEBINAIRE

### Stabilité institutionnelle et perspectives démocratiques : **Les leçons de l'actuelle crise malienne ?**

#### Termes de références

#### Contexte et justification

Le Mali est confronté depuis l'annonce des résultats des Législatives de mars-avril à une nouvelle crise socio-politique. Celle-ci est partie d'un mouvement de contestation avec la mise en place d'une coalition regroupant l'imam Mahmoud DICKO, des partis d'opposition et un mouvement de la société civile qui, au-delà du rejet des résultats, appelle à des manifestations pour la démission du président de la République malienne. Des milliers de Maliens sont ainsi sortis dans la rue avec comme conséquences des heurts ayant entraîné des morts, des blessés, des destructions de biens et de potentiels risques sur la stabilité nationale et régionale.

Trois missions ont été menées au Mali par la CEDEAO. La première sous l'égide de l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, le 5 juillet et le second quelques jours plus tard avec les présidents ivoirien, ghanéen, nigérian, sénégalais et nigérian afin de trouver une solution à cette crise socio-politique et la dernière quelques jours après la prise du pouvoir par les militaires.

Les diverses propositions de sortie de crise faites au cours des deux premières missions de médiation avec la consultation des parties prenantes à savoir la majorité présidentielle, le mouvement du 5 juin/M5 RFP, notamment l'imam Mahmoud DICKO, ainsi que le Conseil national de la société civile, n'ont pu désamorcer la situation.

Aucun accord de sortie de crise n'a pu être trouvé. La raison principale de cet échec est relative à la question de la destitution du président de la République à qui il est reproché une mauvaise gestion de la crise sécuritaire et des défis économiques, ainsi qu'une corruption endémique en somme des questions de mal gouvernance.

Cette principale revendication des contestataires est jugée irrecevable, de même que celle de la destitution du Parlement en raison de l'inexistence de cadre légale, selon la CEDEAO. En effet, au-delà de l'interdiction de changement anticonstitutionnel du pouvoir dans l'espace CEDEAO, aucune disposition ne prévoit la destitution d'un chef d'État ayant été élu démocratiquement même en cas de contestation populaire.

Cette contestation populaire avec les potentiels impacts inquiète surtout dans un environnement sécuritaire tel que celui du Mali. En effet, cette crise socio-politique s'insère dans un contexte de défis multiples avec la crise qui sévit depuis 2012, la présence de groupes djihadistes, de milices et les divergences et violences intercommunautaires, les velléités d'indépendance de l'AZAWAD et l'absence de contrôle du territoire national. Un ensemble de faits qui constituent une menace à la stabilité nationale.

Ce qui explique l'urgence et l'intérêt pour la communauté nationale, régionale et internationale d'entériner un accord de sortie de crise, de désamorcer la situation, d'éviter un bain de sang et l'exacerbation de la crise sécuritaire.

Le rétablissement de la démocratie et la défense des institutions démocratiques dans les processus politiques en Afrique sont très importants aussi bien pour la stabilité que le développement de l'Afrique. De ces deux conditions dépend l'existence de la responsabilité politique dans l'exercice du pouvoir, principale garante de l'emploi approprié des ressources disponibles pour améliorer la qualité de la vie (1) et ainsi amoindrir toutes tensions et crises.

Se posent ainsi un certain nombre de questions telles que la gouvernance démocratique, la stabilité institutionnelle et politique, la responsabilité des titulaires du pouvoir politique et de leur destitution, des potentiels impacts et effets de la crise socio-politique sur la sécurité nationale et sous régionale entre autres.

Des questions avec des leçons et perspectives à tirer de l'actuelle crise socio-politique malienne, notamment en termes de stabilité institutionnelle et de perspectives démocratiques et globalement de cohésion et de paix.

C'est la raison pour laquelle l'Institut, dans le cadre « des jeudis du Gorée Institute » et toujours dans sa dynamique de mise en place de cadres de réflexion, de dialogue et de concertation multi-acteurs, pose le débat en organisant le 03 septembre 2020 un webinaire sur le thème « Stabilité institutionnelle et perspectives démocratiques : Les leçons de l'actuelle crise malienne »

## Objectif principal

Échanger sur la crise socio-politique malienne, identifier les défis et perspectives en termes de stabilité institutionnelle et de perspectives démocratiques.

(1) Anyang' Nyong'o Peter. *Instabilité politique et perspectives de démocratie en Afrique*. In: *Politique étrangère*, n°3 - 1988 - 53e année. pp. 589-601;

## Objectifs spécifiques

- Réfléchir sur la question de la responsabilité des titulaires du pouvoir et celle de la légitimité des revendications populaires
- Réfléchir sur le rôle des institutions nationales et régionales en termes de stabilité institutionnelle et de gouvernance démocratique
- Évaluer les potentielles implications de l'actuelle crise socio-politique sur la prise en charge des défis sécuritaires actuels au Mali et dans la sous-région.
- Identifier les causes profondes de cette crise pour redonner à l'Etat malien sa pleine souveraineté et stopper la propagation de l'instabilité dans la sous-région.

## Résultats attendus

- Les questions sur la responsabilité des titulaires du pouvoir et celle de la légitimité des revendications populaires sont abordées;
- Le rôle des institutions nationales et régionales en termes de stabilité institutionnelle et de gouvernance démocratique sont discutés et cernés;
- Les potentielles implications de l'actuelle crise socio-politique sur la prise en charge des défis sécuritaires actuels au Mali et dans la sous-région sont évalués;
- Les causes profondes de la crise institutionnelle malienne sont identifiées.

## Agenda

- Mot de bienvenue et présentation des panélistes
- Communications (45 minutes):
  1. La crise socio-politique malienne et la difficile question de la responsabilité des titulaires du pouvoir en Afrique, quel rôle pour les institutions nationales ?
  2. Le rôle des institutions régionales dans la stabilité institutionnelle et les perspectives démocratique en Afrique de l'Ouest
  3. La Crise socio-politique sur fond d'enjeux sécuritaires, quels effets, quels défis pour la stabilité nationale et régionale
- Échanges : 1 heures
- Mot de clôture du Directeur Exécutif de Gorée Institute